

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

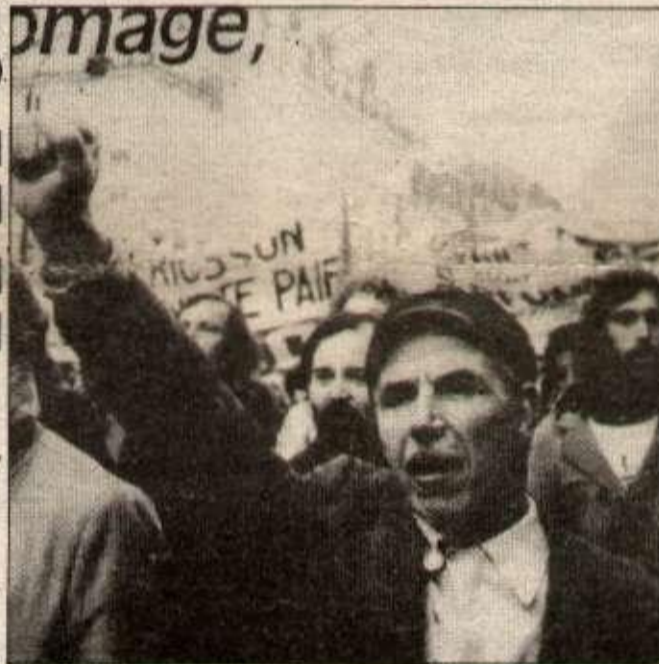
le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM.16, DIM.17, LUN.18 DECEMBRE 1978 — N° 813 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2,00 F.

CONTRE LE CHOMAGE MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA LOIRE

Plus de 10 000 à St Etienne,
4 000 dans l'Ondaine,
3 500 à Roanne,
7 000 dans la Gier...



IRAN CHASSE A L'HOMME DANS LES VILLES DE PROVINCE



Sur la photo, un de ces commandos de nervis, supporters du Shah, qui circulent actuellement dans les villes iraniennes, protégés par l'armée, chargés de faire régner la terreur en agressant la population. C'est la réponse du Shah, après les gigantesques manifestations populaires du week-end dernier, qui exigeaient son départ. Jeudi soir, à Radio-Téhéran, le gouvernement a annoncé son intention «d'utiliser la force pour empêcher toute manifestation menaçant l'ordre public». Le même jour, le Shah recevait Sandjabi, leader de l'opposition laïque du «Front national», probablement pour lui demander une participation à une combinaison politique, participation que celui-ci semble avoir pour l'instant refusé. Tout en essayant de briser le mouvement populaire par la terreur, le Shah à qui Carter a renouvelé son appui, tablé donc toujours sur une division de l'opposition.

Mobilisation rarement égalée, jeudi, pour la journée «La Loire veut vivre» : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat!». Ce mot d'ordre a retenti, pour la première fois depuis longtemps, dans la grande rue de St Etienne. «On ne peut pas en rester là !», disait parmi d'autres, un délégué CGT des Métaux. La question reste entière, après cette journée qui a montré une combativité exceptionnelle : «16 décembre : point final ? ou point de départ pour l'action ?».

La même question, pressante, est posée par les sidérurgistes de Longwy, qui préparent une journée d'action pour le mardi 19... Pendant ce temps, les querelles syndicales continuent entre Maire et Séguy sur la meilleure façon de «ne pas se déconsidérer» davantage aux yeux des travailleurs, comme dit si bien Séguy qui vient d'annoncer une journée le 21 décembre pour la seule CGT...

Lire en page 8

HÔPITAL DE CREIL

Deux internes racistes inculpés

Le 20 décembre 1977, un jeune algérien, ouvrier chez Chausson, était pris d'un malaise, sur la chaîne de peinture. On finit par le transporter à l'hôpital privé de Creil, où les deux internes le considèrent comme ivre ! L'un d'eux, après l'avoir fait arroser d'éther, le fait basculer de la table d'auscultation, et le remet à la police ! Quatre jours après, Mohamed Boubaaya mourait : il avait une hémorragie cérébrale ! L'interne, Roger, avait écrit sur le registre : «crise de flémingite aiguë». Aujourd'hui, les deux internes sont inculpés, l'un d'eux écroué. Un an après...

Le PCF et l'Europe : quelle indépendance ?

Marchais termine ce week-end sa tournée dans le midi de la France, tournée essentiellement axée sur le refus de l'élargissement du Marché commun. Le PCF a par ailleurs mis au point le document de base qui servira à sa campagne européenne : «20 propositions pour l'Europe» ; ces 20 propositions consistent à renégocier totalement les accords européens, et à mettre l'accent sur la lutte contre l'influence américaine... tout en s'alignant sur les positions internationales de l'URSS.

Lire en page 3

CERES : vers l'éclatement ?

Lire en page 4

Chine : le «socialisme de la pauvreté», une conception étrangère au PCC

Lire en page 6

Une question examinée au 3^e Congrès du PCR ml

LA CRISE POLITIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Des centaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie et le textile, les chantiers navals, des milliers d'entreprises condamnées à la fermeture, tandis que, pour des villages, pour des régions entières, tout espoir de trouver du travail sur place, «au pays» devient irréalisable... Tous les jours, la crise frappe autour de nous, suscitant des questions, soulevant la colère. Cette crise, avons-nous entendu dire, avait pour cause l'augmentation du pétrole : il fallait désormais limiter la consommation, faire des économies... Puis les explications ont varié : on a fait porter la responsabilité de la crise à la «mauvaise adaptation de l'appareil de production français à la concurrence», et les patrons n'ont cessé d'alléguer de nécessaires restructurations, mesures d'«assainissement» ou d'«ajustement» pour justifier les mises à la porte et le blocage des salaires.

Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Pourquoi cette crise ? Est-elle seulement économique ou est-elle plus profonde ? Est-ce que la bourgeoisie va réussir à la résorber ? Sinon, quelle est sa signification ? Et où conduit-elle ?

Pourquoi cette crise ?

Rappelons-nous cette fin 1973 où la bourgeoisie a commencé à parler de crise : la guerre d'octobre au Moyen-Orient, une hausse des prix du pétrole à la production... et en France, le chômage qui augmente, avec les fermetures d'entreprises et les restructurations, tandis que les grèves, souvent dures, contre les cadences ou les licenciements secouent de grands centres de production. Révélée par la «crise du pétrole», la crise économique s'installe alors.

Les pays producteurs responsables ? La question mérite attention. En effet, la hausse du pétrole décidée par les pays membres de l'OPEP à la fin 73 s'inscrit dans un mouvement plus large qui a été en se développant, en s'affirmant les années précédentes. Ce mouvement, politique dans son fondement, se manifeste en particulier par la volonté de pays du Tiers Monde d'affirmer leur indépendance face à l'impérialisme. Les augmentations des prix de matières premières en sont une des formes les plus directement visibles.

Ce mouvement dont plusieurs manifestations sur les plans économique, monétaire, politique, convergent au début des années 70 en une remise en cause approfondie des prétentions impérialistes et notamment des tentatives d'hégémonie des superpuissances, n'est pas sans contrecarrer les visées propres de l'impérialisme français. Plus largement et à terme, il affecte non seulement les liens de dépendance établis par l'impérialisme français, mais la structure interne du capitalisme français et les moyens de domination à son service, en France même.

Un autre trait marquant de la situation de cette fin 1973, ce sont les grèves qui, depuis 1971, ont marqué un renouveau de

la combativité ouvrière. Mais au-delà des formes d'action employées (occupations d'usines, réunions en assemblée générale des grévistes pour débattre et décider des problèmes posés à la lutte, comme à Lip), à travers les mots d'ordre largement mis en avant comme «augmentation uniforme des salaires», ou «pas un seul licenciement», «nous voulons vivre et travailler au pays», n'y a-t-il pas en germe des aspects nouveaux ?

En effet, la place prépondérante qu'occupent les O.S. dans ces luttes, les revendications qu'ils formulent en dehors et même à l'encontre des revendications du PCF soulignent, à l'étonnement-même de la bourgeoisie, la transformation de la classe ouvrière, les idées nouvelles qui s'y font jour, les premières brèches ouvertes dans la domination révisionniste, les aspirations à une société radicalement différente de la société capitaliste.

Ainsi, ce qui apparaît à ce tournant de l'année 74 où la bourgeoisie se met à évoquer le spectre de la grande crise économique de 1929, c'est l'affleurement de transformations profondes dans les rapports de classes.

Aujourd'hui, quatre ans après —et la question se pose réellement— où en sont ces transformations que nous avons décelées à travers les luttes de la classe ouvrière ? Se sont-elles estompées au point qu'on soit en droit de s'interroger sur leur réalité ? En clair, est-on, après une brève parenthèse, revenu à la situation antérieure ?

Des manifestations différentes

Comment se manifestaient les aspects nouveaux apparus dans les luttes d'avant la crise ? Tout d'abord —et ce trait attirait généralement l'attention— s'exprimait à travers eux une frange de la classe ouvrière, dont la particularité apparaissait d'autant plus : on parlait des Lip, des O.S. du Mans, des sidérurgistes d'Usinor... D'autre part si ces luttes ont pris à l'époque un tel relief c'est qu'elles manifestaient une opposition au révisionnisme. Cette contestation cependant portait sur des points délimités (formes de lutte, mot d'ordre sur les salaires ou les licenciements, conduite de la grève).

La remontée non négligeable du nombre de luttes après le printemps s'accompagne de la généralisation de formes de lutte jugées comme particulièrement significatives de la volonté d'offensive de la classe ouvrière : occupations, séquestrations, routes et voies de chemin de fer coupés, etc... De même, à la suite des Lip, la remise en route de chaînes de production par les grévistes, la vente des produits fabriqués pour assurer le salaire ne sont-elles pas des devenues des armes assez largement employées ? Au point qu'elles ne suscitent plus, parmi les travailleurs, la petite bourgeoisie intellectuelle si fortement mobilisée dans le soutien à Lip, qu'un intérêt mesuré. Se battre contre les licenciements, mot d'ordre qui a été une des pierres de touche de l'opposition au révisionnisme, n'est-il pas devenu aussi un

thème de lutte largement repris par la classe ouvrière ? L'idée de la nécessaire participation de l'ensemble des grévistes pour vaincre, l'idée du lien avec la paysannerie ne marquent-elles pas aussi, dans des luttes, le débat politique ? Ces idées, ces changements, il y a quelques années exprimés par quelques luttes-phares, sont aujourd'hui présents plus profondément, plus largement au sein des luttes. Ils apparaissent ainsi comme l'expression d'une tendance non étouffée brisée par la crise parce que ses manifestations les plus immédiates, les plus perceptibles auraient disparu, mais présente de manière plus diverse plus ramifiée dans la classe ouvrière.

L'extension et l'approfondissement des aspects nouveaux apparus dans les grèves d'avant la crise sont particulièrement nets dans l'opposition au révisionnisme. De ponctuelle, limitée à des secteurs particuliers d'usines en lutte, révélant des maillons faibles dans la domination révisionniste, elle est devenue aujourd'hui une tendance aux manifestations plus diverses, touchant de plus larges pans de la classe ouvrière. La domination du révisionnisme apparaît ainsi secouée de multiples contradictions.

Les tournants à 180° successifs opérés par la direction du PCF dans ses appréciations sur le PS, ou sur l'autogestion, l'expression plus claire d'un projet capitaliste d'Etat, les tentatives de récupération, largement manquées, des «nouveaux mouvements» (écologistes, femmes, régionalistes...), les difficultés à refaire peau neuve après l'échec des élections autant d'attitudes et de revirements qui largement suscitent les questions des travailleurs, leurs

critiques, leurs doutes. A l'intérieur même du PCF, la crise qui secoue ce parti depuis plusieurs mois n'est-elle pas aussi un signe que la contestation du révisionnisme a pris des formes plus profondes ? Dans les luttes l'opposition au révisionnisme a pris un caractère plus précis dans ses bases politiques. Ainsi à Renault au cours de la dernière grève, les ouvriers dont certains militaient au PCF, mettaient nettement en cause la responsabilité du PCF dans l'absence de riposte véritable à l'occupation, dans la non-coordination avec les autres usines de la Régie ; et les jugements portés sur le projet du PCF, son fonctionnement, son attitude vis-à-vis des ouvriers, son échec électoral, par les ouvriers dans les discussions étaient révélateurs du large doute que suscitent ses explications.

Tout ce questionnement des ouvriers au sujet du PCF, la crise même de ce parti, le recours aux occupations, aux ventes «sauvages», la généralisation des mots d'ordre combattant l'organisation capitaliste du travail et les divisions de la classe ouvrière, ne sont-ils pas autant de signes que s'affirme et se précise la tendance apparue au début des années 70, que dans la domination de la bourgeoisie et du révisionnisme, s'esquissent en profondeur des brèches ?

Cette transformation de la contradiction bourgeoisie - prolétariat, et l'ébranlement de la domination révisionniste qui apparaissent dès avant 1974, l'ouverture de la crise économique devait les cristalliser. Elle devait nouer en une crise durable les difficultés de l'impérialisme français à la fois à maintenir ses liens de dépendance et de pillage dans le Tiers Monde, et à perpétuer un solide système de domination sur notre peuple.

(A suivre)



**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste**

**TEXTES et DOCUMENTS
issus du
TROISIEME CONGRES
novembre 1978**

**Ce document
vient de paraître.
Passez
vos commandes à
Front Rouge
BP 68
75 019 PARIS
(Prix 20 F + port)**

Les propositions du PCF sur l'Europe DE QUELLE INDEPENDANCE S'AGIT-IL ?

● A l'issue du Comité central de mardi 12 et mercredi 13, Marchais a repris la tournée qu'il effectue en ce moment dans le midi de la France. Au début de ce mois, il a sillonné l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées orientales. Jeudi, il était en Lozère, avant d'aller vendredi et samedi dans le Gard et le

Le refus de tout élargissement, la description des conséquences qu'il introduirait, Marchais ne développe quasiment que cela dans ses rencontres et meetings. La position du PCF sur l'Europe, telle qu'elle a été précisée par le Comité central, est pourtant plus complète. Pour le PCF, la politique de Giscard, c'est de «prendre appui sur l'étranger pour s'opposer au peuple de France dans la tradition des émigrés de Coblenz, de Thiers s'alignant à Bismarck contre la Commune, ou de la collaboration pétainiste avec Hitler». Et l'axe principal, déterminant pour la mise en œuvre de cette politique, c'est l'élargissement du Marché commun. Le refus de l'élargissement de la communauté sera donc, d'un point de vue tactique, l'élément essentiel avancé par le PCF dans les mois qui viennent.

UNE RENEGOCIATION GLOBALE DU MARCHÉ COMMUN

On le retrouve d'ailleurs à la première place des «vingt propositions pour l'Europe» élaborées par le Comité central du PCF.

Ces propositions valent qu'on s'y arrête, dans la mesure où elles définissent à la fois ce à quoi le PCF s'oppose dans l'Europe d'aujourd'hui, et aussi le type d'Europe qu'il propose, lui. Que faut-il changer dans l'Europe ? Tout, en fait si on en juge par l'ampleur des modifications proposées. Point 5 : «demander la renégociation des règlements agricoles du Marché commun, contraires aux intérêts de notre agriculture». Point 6 : «Réexaminer les grands dossiers en cours en matière industrielle, agricole et commerciale». Point 7 : «Négocier avec l'ensemble de nos partenaires européens, en premier lieu avec la RFA, un réajustement de nos échanges commerciaux, comme de nos relations industrielles, financières et monétaires». Bien entendu, il n'est précisé ni comment pourrait être négocié ces différents accords, ni à quels résultats aboutiraient de telles négociations. A moins de considérer la bourgeoisie actuellement au pouvoir comme vendue, pour d'obscures raisons, au «parti de l'étranger», on voit mal, dans l'état actuel du rapport de forces, entre

Vaucluse. Un thème unique à ces visites : le refus de l'élargissement du Marché commun ; un thème qui peut trouver de l'écho dans la mesure où ces départements du midi risquent de ressentir très durement les conséquences de l'entrée dans le Marché commun de l'Espagne notamment.

impérialismes, comme des renégociations pourraient aboutir à un autre résultat que celui qui existe déjà. Mais le PCF reste complètement silencieux là-dessus.

QUELLE INDEPENDANCE POUR L'EUROPE ?

Quant aux propositions du PCF sur l'Europe, elles sont essentiellement axées sur les relations de l'Europe avec les autres pays du monde. Elles vont aussi dans un sens bien précis : point 8 : «Contribuer à des relations plus justes et plus stables tant avec les autres pays capitalistes développés qu'avec les pays socialistes et les pays en développement»; point 18 : «Une France souveraine pourrait affirmer bien fort sa volonté d'œuvrer à l'indépendance de la CEE à l'égard de la politique hégémonique des Etats-Unis et de ses prétentions à transformer l'Europe en région de l'empire atlantique»; point 19 : «Demander que la France fasse entendre sa voix au sein des Neuf pour la réduction équilibrée des forces armées et des budgets militaires, contre toute relance

de la tension internationale, contre toute politique de blocs, en particulier contre toute idée d'armée européenne — qui donnerait à la RFA accès à l'armement nucléaire — et pour aboutir à l'arrêt de la course aux armements et au désarmement»; point 20 : «Exiger que l'acte final de la conférence d'Helsinki (...) soit mis en œuvre par tous dans toutes ses dispositions, sans en excepter une seule (sécurité, coopération, droits de l'homme). Agir pour l'établissement d'un véritable système de sécurité collective européenne».

Toutes ces propositions sous le titre «pour une Europe indépendante». Au delà de sa campagne chauvine pour la défense des «intérêts nationaux» lésés par l'élargissement du Marché commun, au delà de la démagogie actuellement en œuvre dans le midi notamment, le PCF entend se battre pour sauvegarder l'indépendance de l'Europe face aux Etats-Unis... en adoptant les thèses de politique extérieure qui sont ceux de l'autre superpuissance, l'URSS.

Nicolas DUVALLOIS

Journée d'action CGT le 21 décembre... «Ne pas se discréditer», a dit Ségué

«Devant une attaque frontale aussi violente, le mouvement syndical se discréditerait s'il restait l'arme au pied», a déclaré jeudi Georges Ségué, à l'issue d'une réunion avec la CFDT et la FEN, après les attaques gouvernementales sur la Sécurité sociale, et les milliers de licenciements qui frappent la sidérurgie en particulier.

La CFDT a refusé la proposition d'une action «englobant des arrêts de travail de 1 h à 24 h, avec des rassemblements et des manifestations».

Beau spectacle en vérité, que nous offrent aujourd'hui les directions confédérales ! A la CFDT, on ne démod pas des axes du «recentrage» et aux «propositions par branche et par région». A la CGT, on parle une fois de plus de journées d'action, même seuls. Sur le terrain, à Saint Etienne, par exemple, les travailleurs demandent plus, beaucoup plus : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat», disaient-ils jeudi. En Lorraine, à Longwy par exemple, les dirigeants CGT tergiversent, refusent l'unité, ne font aucune proposition.

Alors, aujourd'hui, s'agit-il de faire des manifestations, des arrêts de travail un jour, pour «ne pas se discréditer», comme dit si bien Ségué, ou d'engager effectivement la riposte exigée par la gravité de la situation ?

Un geste de Giscard...

Giscard d'Estaing, inaugurant jeudi les nouveaux locaux de la Caisse nationale des allocations familiales, a fait de belles promesses, en annonçant pour le 1^{er} juillet 1979 un minimum de ressources de 3 500 F par mois pour les familles de trois enfants, dont 1 000 F de prestation et l'équivalent d'un SMIC porté pour ces familles, à 2 500 F.

Il s'agit pour Giscard de lutter contre ce qu'il a appelé le «déclin démographique».

Outre les limites de l'opération envisagée pour le 1^{er} juillet, que font ressortir les calculs de la Caisse des allocations familiales (celle-ci estime à 2 300 F minimum par mois, la charge représentée par trois enfants), il apparaît d'ores et déjà que globalement, les prestations familiales augmenteront moins que le coût de la vie, ceux qui ont un ou deux enfants, étant de fait pénalisés.

De plus, bien entendu, pas un mot sur l'insécurité que crée la société capitaliste, notamment avec le chômage, et qui pèse lourdement sur le choix des familles populaires quand au nombre d'enfants.

Fleury Mérogis : première victoire des éducateurs

Au cours d'une conférence de presse tenue ce jeudi, le SNEPAP-FEN (syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire) révélait au travers du cas d'un éducateur de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, la conception que l'administration pénitentiaire en matière de réforme des droits des détenus, et particulièrement de leur réinsertion sociale.

Le 6 octobre dernier, cinq éducateurs de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis comparaissent devant un conseil de discipline de l'administration pénitentiaire. Il leur est reproché divers actes qui tendaient à apporter quelques améliorations aux détenus, notamment en ce qui concerne la circulation du courrier. Des sanctions étaient prises à l'encontre des éducateurs, déplacements d'office, déplacements de stage. Pour Jean-Pierre Sanson, c'était la mutation ; il lui était reproché d'avoir facilité l'utilisation du téléphone à certains détenus, avoir laissés seuls dans une salle de cinéma (interne à l'établissement) un groupe de détenus, et d'avoir favorisé le rapprochement de deux cousins détenus dans le même établissement.

Une défense collective était assurée et soutenue par diverses organisations du secteur judiciaire devant le conseil supérieur de la Fonction publique, devant lequel les éducateurs avaient déposé un recours. La défense s'efforçait de replacer les événements dans le contexte de l'arbitraire développé par l'administration pénitentiaire, malgré la réforme récente qui devait favoriser la réinsertion sociale des détenus, réforme qui n'a jamais été appliquée à Fleury-Mérogis (sortie des prisonniers, accès à des livres de leur choix, circulation du courrier plus souple...).

En effet, le Garde des Sceaux, autrement dit Peyrefitte, avait jugé bon de passer outre la décision du conseil de discipline, en décidant de l'exclusion de J.P. Sanson de l'administration pénitentiaire. Le conseil supérieur de la Fonction publique vient de rendre un avis contraire, demandant la réintégration de l'éducateur et propose comme unique sanction un blâme. C'est une première victoire de la riposte des éducateurs, reste à savoir ce que décidera Peyrefitte, puisque c'est lui qui tranche, le conseil n'émittant que des avis.

On peut douter de la décision du Garde des Sceaux. Celle-ci sanctionnera la pratique professionnelle des éducateurs, au moment où Peyrefitte prétend se préoccuper de la réinsertion sociale des détenus, au moment où il attaque l'indépendance des magistrats, (affaire Guemann, minimisation du rôle des juges d'application des peines...).

Face à une telle escalade, des grèves de la faim ont été le catalyseur d'une lutte de plus grande ampleur. Les personnels exigent la réintégration de Mohammed dans l'Université de Vincennes, et dans son service, comme il le demande lui-même, en poursuivant à l'hôpital St Antoine, où il a été hospitalisé, depuis deux jours, sa grève de la faim commencée il y a une quinzaine de jours.

Face à cela, Merlin fait

Faculté de Vincennes

15^e jour de grève de la faim d'un travailleur immigré licencié

La lutte se poursuit pour la réintégration d'un travailleur immigré licencié et contre l'escalade arbitraire dont les personnels administratifs sont victimes, de la part du président Merlin, PS, du vice-président Mortier, PCF, et du conseil de gestion de l'Université.

Alors que Vincennes est gravement menacé de démantèlement par le gouvernement, le président Merlin et le vice-président Mortier ne cessent d'attaquer les personnels administratifs, licenciant arbitrairement un de nos collègues, Mohamed, travailleur immigré du service du nettoyage.

Face à une telle escalade, des grèves de la faim ont été le catalyseur d'une lutte de plus grande ampleur. Les personnels exigent la réintégration de Mohammed dans l'Université de Vincennes, et dans son service, comme il le demande lui-même, en poursuivant à l'hôpital St Antoine, où il a été hospitalisé, depuis deux jours, sa grève de la faim commencée il y a une quinzaine de jours.

Face à cela, Merlin fait

le chantage au «vide institutionnel» que créerait sa démission si Mohammed était réintégré. «C'est lui ou moi», a-t-il osé dire. Et face à cela, hier, un conseil de 41 membres a noté à nouveau la «confiance» en son président, soutenu fortement par le délégué national de la FEN.

Les enjeux sont les pouvoirs respectifs du PCF et du PS dans cette université et dans l'affaire du démantèlement.

Le PCF s'abrite derrière le PS pour mieux se placer pour l'avenir et ne pas porter directement la responsabilité du démantèlement.

Quant à un éventuel administrateur civil, cela ne les arrangerait guère, car ils préfèrent organiser eux-mêmes le démantèlement pour une faculté «crédible» «en ordre».

La situation est grave pour les personnels dont plus de la moitié seront licenciés dans cette opération.

La grève se poursuit aujourd'hui à la faculté, avec la création d'un comité de soutien pour la réintégration de Mohammed.

Correspondance
Le 14.12.78.

● Chirac se dégonfle

Les remous suscités par la déclaration incendiaire de Chirac sur l'Europe ont amenés le président du RPR à nuancer ses propos. Dans une interview donnée à l'AFP, Chirac manœuvre en recul : «Quelles que soient les incertitudes et les insuffisances du gouvernement, il me paraît que nous n'avons pas le droit de remettre en cause pour ce motif le choix de société qui a été fait par les Français en mars dernier et que nous devons peser de toutes nos forces pour que nos solutions soient adoptées sans provoquer une dissolution qui serait injustifiée dans son principe, inadaptée dans ses résultats et lourde de conséquences pour le pays. Par conséquent, il n'y a rien de changé à ce que l'on a appelé la trêve parlementaire».

POLITIQUE

Colloque du CERES à Epinay
VERS L'ECLATEMENT ?

● Samedi et dimanche, les minoritaires du PS vont durement s'affronter au cours du colloque qu'ils organisent à Epinay dans la région parisienne. Le CERES n'échappe pas en effet à la crise qui traverse tous les courants qui avaient soutenu les partis de gauche aux dernières législatives. La confrontation des trois courants du CERES se soldera probablement par l'éclatement de la tendance 2.

Le CERES n'échappe pas en effet à la crise qui traverse les partis et groupements qui soutenaient le Programme commun aux dernières élections. De tous, il est peut-être celui qui en ressent le plus durement les effets. Sans doute, cela est-il dû en partie à sa position charnière entre les deux principaux

partenaires de feu le Programme commun.

Aux difficultés de ces partis, le CERES ajoute ce qui lui est spécifique, un goût immodéré pour l'intrigue, la manœuvre, la manipulation, les sous-courants. Ce cocktail détonnant ne devait pas tarder à produire son effet. Progressivement, depuis la première session du colloque du CERES en juin dernier à Evry, les contradictions se sont développées entre les amis d'hier au point qu'à la veille de la rencontre de ce week-end, on recense officiellement dans le CERES trois courants. Trois courants qui sont en fait les sous-courants d'un courant appartenant à un parti qui en compte déjà pas loin d'une demi douzaine... Tout s'éclaire.

me de tract, ne s'attirant qu'une très faible protestation de Chevènement.

LA DEMOCRATIE
DU CONSENSUS

Ces positions outrancièrement favorables à Marchais d'un côté, le désarroi né de l'échec de la gauche de l'autre, font qu'il est peu probable que le CERES sortira indemne de l'affrontement qui l'attend ce week-end. S'ils ne sont pas exclus, il n'est d'ailleurs pas impossible que les amis de Pierret s'en aillent d'eux-mêmes.

En tout cas, cela peut paraître invraisemblable, mais les partisans du député des Vosges n'étaient même pas certains de pouvoir s'exprimer au cours de ces deux jours. La conception chevènementiste de la démocratie mérite en effet deux mots. Ainsi, dans l'histoire du CERES, aucun vote n'est jamais intervenu pour départager les militants. C'est ce que les énarques du CERES appellent pompeusement «la démocratie du consensus» !

Concrètement, cette jolie phrase signifie, «ou l'on est d'accord avec Chevènement, et il n'est pas nécessaire de voter, ou l'on est plus d'accord et l'on appartient plus au CERES...».

De toute manière, si un vote devait intervenir exceptionnellement ce week-end, «centristes» et «pierretistes» en contestent déjà la validité. Les premiers, parce que selon eux, beaucoup de militants ayant des responsabilités préfèrent taire leurs désaccords avec Chevènement dans l'espoir que celui-ci les sélectionnera pour occuper les places réservées au CERES sur la liste du PS pour les élections européennes. Les partisans de Pierret, eux, accusent surtout le mode de désignation des délégués à ce colloque qui privilégie la direction du courant. «De plus, ajoute un pierretiste, le secrétariat dispose de la prime à l'habitude et à l'appareil».

Il est en tout état de cause difficile de mesurer l'influence exacte de chaque courant. Il semble cependant que le secrétariat reste largement majoritaire. Pierret affirme représenter 35 % environ du CERES, ses rivaux centristes lui accorde dix fois moins d'influence.

QUE PEUT FAIRE PIERRET ?

La question qui se pose est naturellement de savoir ce que feront les pierretistes s'ils rompent avec Chevènement. On ne peut à vrai dire exclure aucune hypothèse. Il y a beaucoup de combinaisons possibles pour le congrès de Metz en avril prochain. Le choix que fera ce sous-courant dépend pour une large part de ce que fera Rocard. Ce dernier présentera-t-il ou pas une motion distincte de celle de Mitterrand ? Pierret ne peut pas envisager de tactique tant qu'il ne connaîtra pas la réponse. On ne la connaîtra pas avant mercredi prochain dernière réunion de conciliation entre Mitterrand, Mauroy et Rocard. Dans tous les cas, il faudra que les différents courants anciens ou nouveaux se dépêchent, la date limite de dépôt des motions est fixée au 3 janvier.

François MARCHADIER

Il y a quelques semaines, 21 personnalités du CERES publiaient un texte à la tonalité nouvelle par rapport au discours chevènementiste habituel.

LA CONTRIBUTION DES 21

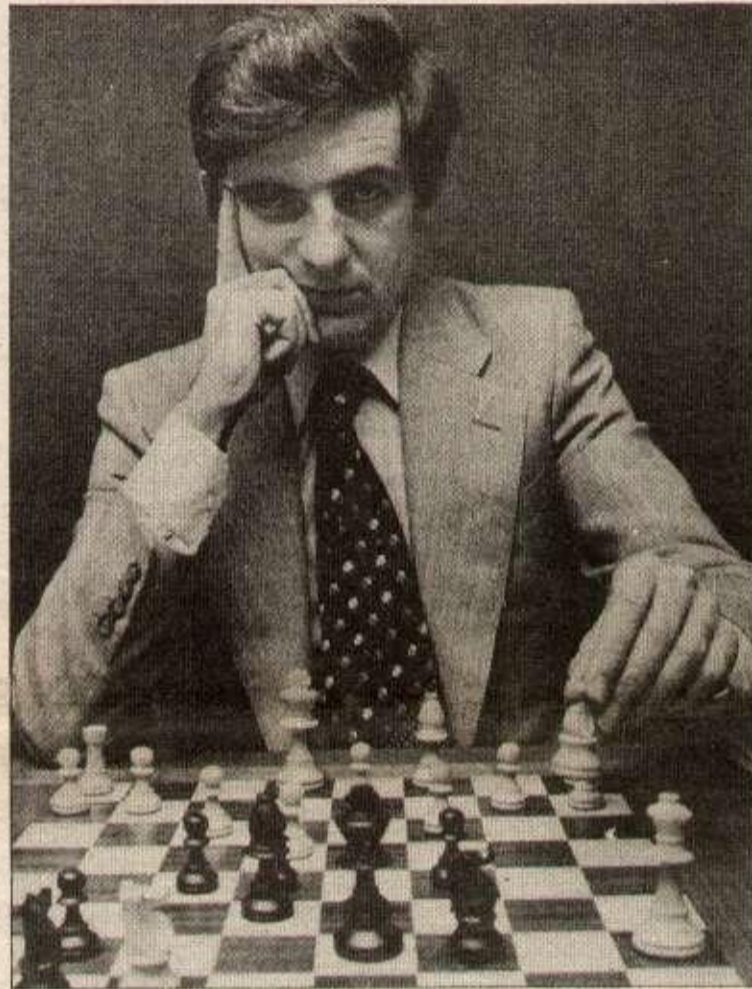
Shématiquement, ce texte reproche à la direction du CERES son repli sectaire et de s'être par trop ouvertement fait le relai des exigences du PCF au cours de la renégociation du Programme commun. Le chef de file des signataires, Christian Pierret, élu de manière inattendue député des Vosges en mars dernier est-il pour autant un rocardien comme cela a été dit abondamment ?

Certains de ses amis le nient farouchement. Pour eux, être rocardien, cela signifierait être partisan d'un gouvernement socialiste homogène excluant d'emblée toute participation du PCF, bref, ils disent qu'être rocardien c'est être partisan d'une solution à la portugaise. Or disent-ils, «Le PCF fait partie intégrante de la vie politique française». Par ailleurs, les amis de Pierret disent se différencier de Rocard sur trois points fondamentaux à leurs yeux : «Sur les nationalisations, sur la rupture, sur la conception de l'action politique». Selon eux c'est la direction du courant qui fait courir le bruit qu'ils seraient proches de Rocard. Ils n'ont d'ailleurs pas tort de souligner que Chevènement pratique aisément les caractérisations hâtives et excelle dans le maniement de l'anathème. Il est cependant troublant d'entendre un proche collaborateur de Pierret déclarer :

«Rocard pose des questions pertinentes à propos des nouvelles données politiques et économiques mais nous n'y apportons pas les mêmes réponses que lui». On attend les preuves de la seconde affirmation. Et ce d'autant plus que s'il est établi que Rocard n'est pas partisan d'un accord trop contraignant avec le PCF, il n'est sûrement pas assez naïf pour penser qu'il est possible au PS d'accéder au gouvernement sans d'une manière ou une autre, un accord avec le PCF.

«LE COURANT DE L'APPEL»

Sous cette gaullienne dénomination se «cachent» (disent les partisans de Pierret), «les centristes». Ils se sont aussi fait connaître par «un appel» diffusé dans le Monde et signé de soixante dix responsables intermédiaires du CERES dont deux au moins sont responsables fédéraux. Leur «appel», intitulé «pour l'unité du CERES accepter le débat», se veut l'énumération des réformes qu'il faut apporter au fonctionnement du CERES pour éviter sa disparition. En premier lieu ils demandent que le secrétariat du courant qu'ils appellent en privé : «la bande des Quatre» respecte d'avantage dans leurs déclarations, communiqués et interviews, les positions exprimées dans les textes du CERES. En second lieu, ils reprochent à Chevènement, Motchane, Sarre et Charzat (les 4) de verrouiller toute expression des points de vues existants dans le CERES. «C'est eux qui se sont arrogés le droit de publier ou non tel ou tel article dans



Quelles proportions de ses pièces Chevènement devra-t-il sacrifier ?

Repères, la revue du courant ou dans Volonté socialiste son bulletin intérieur» se plaignait récemment un de ces signataires. Enfin les «centristes» reprochent à Chevènement son manque de souplesse, son «sectarisme» disent-ils. «Les quatre ne savent vraiment pas s'y prendre» nous déclare un partisan de l'appel, «quand il y en a dans le CERES qui disent vouloir répondre aux aspirations nées en mai 68 (contre le centralisme, pour une nouvelle vie...), au lieu de démontrer qu'ils sont les meilleurs interprètes de ces revendications, ils les «anathémisent», ils parlent de «mythe» et de «révélations de la nouvelle petite bourgeoisie. Bref, pour eux, c'est la même chose que Rocard, c'est la gauche américaine.»

LA BANDE DES QUATRE

Le troisième courant est naturellement représenté par le «secrétariat». Pour les «dirigeants historiques», tout est toujours comme avant. Pendant des années, ils se sont faits les porte-parole de Marchais à l'intérieur même du PS ; aujourd'hui, ils continuent. On est même quelquefois surpris de la grossièreté avec laquelle Chevènement singe — il n'y a pas d'autres mots — les positions du PCF. Récemment encore, dans deux articles du Monde, ils reprenaient à son compte la nécessaire Union du peuple de France baptisée pour l'occasion «Rassemblement de notre peuple» et pourtant souvent opposée par Mitterrand à la ligne socialiste du «Front de classe». Plus récemment, un article de Repères mettait en garde le PS contre les influences exercées par la bourgeoisie de droite dans le cours de sa campagne sur le Vietnam et proposait comme solution, pour le CERES, une position analogue à celle du parti de Marchais, c'est-à-dire un soutien inconditionnel aux dirigeants vietnamiens actuels.

La meilleure illustration que l'on puisse donner de cet alignement n'est-elle pas que le PCF a repris à son compte, il y a quelques semaines, un éditorial du député de Belfort et l'a publié, à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, sous for-

La stratégie du P.S.
vue par un membre de son Bureau exécutif

Qui a brisé l'union ?
La réponse à cette question est aujourd'hui primordiale.
Désormais, les faits commencent à lever les incertitudes de millions de gens. Robert Fabre, après avoir «clacé la porte» lors des négociations de la gauche, est maintenant «chargé de mission» du Président Giscard d'Estaing.
La vérité est cependant obscurcie par une campagne sans précédent des grands moyens d'information. Le Parti communiste est accusé de mener «une campagne d'agression anti-socialiste», de faire «le procès du Parti socialiste», d'avoir renoncé à l'union.
Pourtant, l'argumentation du Parti communiste français est d'ordinaire contrôlée par d'autres voix. En témoignent les articles de REPÈRES de Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, qui ont permis, au sein même de son existence, à la fois, aucun journal n'a informé les Français du contenu de cet article, pas même de son existence ! Il faut attendre le discours de Georges MARCHAIS devant le comité central du Parti communiste pour qu'enfin «Le Monde» en parle... en citant le secrétaire général du P.C.F.
Jean-Pierre Chevènement analyse ainsi la stratégie du Parti socialiste telle que l'avait définie son Congrès de Nantes.
«L'antagonisme du parti reposait sur un schéma simple : le Parti socialiste à 35 %, marginalisant le simple ; le Parti communiste au centre du plan paramétrique et le Parti communiste à l'extérieur. Quant au contenu politique, sans nouvelle ligne impléant la reconnaissance de Marchais comme régulateur global (Forum de « l'Expansion »), l'accomplissement de la détermination internationale capitaliste de travail et la subordination de notre politique industrielle — les « ses critères (système de politique industrielle) par les holdings — et d'industrialisation directes)».
Au plan international, ajoute Jean-Pierre Chevènement, la ligne de Pau et de Nantes était fondée sur la recherche du consensus germano-américain. La gauche socialiste de la C.E.S. en juin 1977 par une délégation hautement représentative du Parti socialiste d'Epinay manifestait un quasi-alignement de la social-démocratie sur la ligne de Sud-Doubsberg de la social-démocratie allemande (conservation du rôle du marché, coopération dans les entreprises, reconnaissance du lauréatisme américain sur le plan de la défense, etc.).
Mais dans la lignée avec le Parti communiste, toujours la ligne de Nantes signifiante et décisive sur le pouvoir...
Édité par le P.C.F.

Le lundi 12 décembre, c'était la liquidation pure et simple des Hauts fourneaux de la Chiers à Longwy qui était annoncée. En 1976, cette usine employait 3 600 travailleurs. Le lendemain, le mardi 13, Etchegarray, devenu PDG d'Usinor - Chiers - Neuves Maisons fusionnés, annonçait le choix de Neuves Maisons pour la nouvelle aciérie. C'était l'arrêt de Longwy qui était prononcé, même si certains secteurs à Usinor - Longwy vont être provisoirement maintenus, comme le train à fil, le train universel, la tôlerie.

A Longwy, la CFDT a réagi immédiatement, en intervenant par tracts, et en occupant un immense crassier qui domine l'usine d'Usinor Senelle et tout le bassin de Longwy. Un immense SOS lumineux est hissé au sommet, il est visible à plus de 40 km. Jour et nuit, des syndicalistes, des travailleurs occupent et veillent au matériel. La direction de l'usine a tenté d'empêcher l'accès du crassier, en faisant déplacer quelques bennes de terre. Dimanche dernier, le chef de sécurité d'Usinor, accompagné d'un huissier, est venu exiger le départ «hors de cette propriété privée». Les syndicalistes interpellés leur ont ri au nez, refusant de donner leur nom, et demandant ce que c'était que cette propriété privée, si c'était à Usinor, à la Chiers... Immédiatement, cette action symbolique a eu dans la région un impact très important.

LA DEMAGOGIE DU PCF

La CGT, que la CFDT a voulu associer à cette action, après hésitation, refuse de participer alors qu'actuellement, elle rencontre dans ses rangs de gros problèmes. Elle a choisi de laisser faire en premier lieu le député PCF

Porcu, qui fit une intervention d'une rare démagogie, le mardi 13 à Longwy. Aucune proposition d'action précise ; par contre, la situation lui semble propice pour avancer vers la réalisation de l'«Union du peuple de France». Unité, n'a-t-il cessé de clamer, de l'OS à l'ingénieur, des commerçants aux PME. N'a-t-on pas vu Porcu en personne demander au délégué de l'évêché de Nancy à Longwy, de dire la messe de minuit dans l'usine condamnée ? Ce qui lui a valu un refus poli, mais sans ambiguïté. Porcu au passage saluera l'initiative CFDT, à qui son collègue PCF maire de Longwy, refuse toute aide. Pire, le maire de Longwy fera enlever la signalisation mise en place par les syndicalistes pour mener au crassier. Dans le discours, la CGT par contre se verra gratifier d'un salut chaleureux, pour «sa volonté d'unité d'action», alors que c'est exactement le contraire qui s'est produit...

«ÇA Y EST. LES PARTIS ÇA COMMENCE...»

Un grand absent, ou presque, dans le paysage politique actuel : Labbé, dernier vestige des maîtres de forges, ex-PDG de la Chiers, patron d'usine à Gourcy, dont une est en

Sidérurgie (Longwy)

JOURNEE DE LUTTE LE 19 DECEMBRE

passé d'être liquidée. Labbé, à la tête de son officine «l'avenir du pays haut» a dû décommander en catastrophe les festivités qu'il prévoyait pour la Saint-Eloi. Aujourd'hui, on peut dire qu'il a déjà achevé sa bien courte carrière politique, commencée, en... mars 78 !

Il y a bien le RPR, force complètement laminée dans le bassin, qui tente d'utiliser son implantation dans FO pour essayer de dégager le pays haut de l'emprise du PCF... Aujourd'hui, le RPR propose

à tous les élus de démissionner ; pour sûr, ça ne lui coûterait pas beaucoup de sièges s'il était entendu.

Le PS a bien fait une timide tentative en balançant un tract, vide, dans le seul but d'occuper le terrain. Cette initiative a été mal prise par bien des travailleurs qui disent : «Ça y est, les partis, ça commencent...».

JOURNEE D'ACTION LE 19 DECEMBRE

Car il est vrai que les travailleurs aspirent réellement à l'unité pour repos-

ter. Porcu s'en est souvenu lors de son discours.

Mais quelle unité ? Aujourd'hui on peut voir un peu plus clair, d'après les différentes propositions qui sont faites, ou face à l'absence de propositions. Dans les syndicats, on a vu la CGT se cantonner dans une attitude d'attente. Dans la CFDT, au contraire, c'est la mobilisation, brouillonne au départ, mais qui est payante, par l'impact de l'intervention, mais surtout par la richesse du débat qu'elle fait naître. A tout moment, les sections syndicales, les syndiqués, les travailleurs, sont interpellés pour réfléchir, faire des propositions d'action : tout cela fait apparaître les capacités militantes que beaucoup ne soupçonnaient pas, à la CFDT du bassin. Mais aussi, la réflexion politique s'approfondit sur l'analyse de la situation, et la combativité est très grande. Faut-il nier cette combativité chez les camarades de la CGT ? Certainement pas. Et les syndicalistes CFDT ne désespèrent pas de rallier de nombreux syndiqués CGT à leurs propositions d'action. Une journée de grève est prévue pour le 19, avec

manifestation l'après-midi. Une seule banderole commune sera placée en tête.

Le 19 pour beaucoup, et en particulier à la CFDT, c'est bien tard. Des propositions d'action ont été faites ; refus de la CGT qui a pourtant redemandé des discussions là-dessus, ce qui prouve que dans la CGT ça discute.

Le risque, c'est le renouvellement de ce que l'on a vu pour Usinor Thionville : manifs-promenades, consensus de l'OS à l'ingénieur.

Où, c'est le souvenir de Thionville qui plane ici à Longwy. On se rappelle que le 14 avril 77, 15 000 travailleurs, manifestaient à Thionville ; que le 19 avril, des milliers de travailleurs étaient montés à Paris. Il semble que c'est en gros ce scénario que veut refaire le PCF sur Longwy, en mettant en avant une «unité» où les sidérurgistes, les travailleurs de Longwy, n'auraient pas vraiment de rôle à jouer... Pourtant, la combativité grandit.

Corr. LONGWY

8 200 nouveaux licenciements chez Sacilor - Sollac !

M. Mayoux, président du Directoire de Sacilor a annoncé jeudi la suppression de 6 500 emplois entre le 30 avril 1979 et la fin de 1980.

- 2 000 à l'aciérie de Gandrange
 - 2 200 à Hagondange : fermeture de la cockerie et du haut fourneau (juillet 1979)
 - 600 d'Homécourt et 1 700 à Hayange
- Avec en plus des réductions d'horaires, sans compensation de salaire, à partir du 1^{er} janvier. Vendredi, 1 700 nouveaux licenciements devaient être annoncés dans le groupe Sacilor - Sollac. On arrive ainsi au chiffre de 26 550 licenciements !

Reims - Aviation

MOBILISATION POUR LES REVENDICATIONS ET POUR LA REINTEGRATION D'UN DELEGUE LICENCIE

Reims-Aviation est le premier constructeur et vendeur d'avions légers en Europe. Implanté à Prunay, village proche de Reims, l'usine emploie 500 personnes en moyenne. Au vu des bilans financiers et des bénéfices avoués au travers de la crise, l'état de santé de l'entreprise est satisfaisant.

En mai, la récente section FO regroupant les cadres et agents de maîtrise réclame une prime dit d'assuétude. Malgré l'opposition d'une grande majorité du personnel, malgré le refus du Comité d'établissement, le patron décide que cette prime rentrera en vigueur en novembre. La section CGT entre en campagne contre cette prime de répression remettant en cause les acquis en matière de santé, le droit aux absences personnelles, familiales ou administratives etc... et dépose un cahier de revendications demandant 150 francs de réajustement des salaires dans le cadres d'un rattrapage des 600 francs de retard.

FIN OCTOBRE LA LUTTE S'ENGAGE

Les travailleurs font preuve d'une grande combativité. Des débrayages, 4

fois 1/4 d'heure par jour avec défilés et manifs dans les bureaux, banderoles, etc... Dans un premier temps, la direction a fait la sourde oreille puis elle essaye la discussion en déclarant : «Faites ce que vous voulez, mais vous n'obtiendrez rien». Elle refuse de répondre aux revendications mais veut arrêter à tout prix le mouvement, pour cela elle passe aux méthodes répressives. Après les insultes et gestes obscènes, ce sont les avertissements, les mises à pied, les menaces (huissiers), puis demande de licenciement contre Guy Tinot, délégué CGT, vingt ans de boîte, connu par tous pour son calme, qu'elle accuse d'«agressivité».

UN DÉLÉGUÉ «PRIS EN OTAGE»

Cette demande de licenciement est considérée

comme telle par la section CGT, la direction espère ainsi intimider les travailleurs, étouffer leur légitime revendication et détourner la lutte de son but. La provocation est évidente de la part de la direction, c'est décidé partout le même discours que l'on entend, Giscard-Barre ou M. Pichon - PDG de Reims-Aviation - c'est toujours le chantage à la crise et au chômage pour justifier les bas salaires, c'est encore et toujours la répression pour intimider les travailleurs et bloquer leur lutte.

sections de Reims pour que s'engage des actions de soutien.

RIPOSTE ET POPULARISATION

Afin de faire connaître leur lutte les travailleurs de Reims-Aviation vont distribuer des tracts en ville, sur un hypermarché, un tract distribué sur la métallurgie Rheimoise. Un appel de l'UL-CGT à l'ensemble des

sections de Reims pour que s'engage des actions de soutien.

MEETING DEVANT L'ENTREPRISE

Une première étape dans le soutien, le 12 décembre un meeting de protestation contre le licenciement et en soutien aux justes revendications a rassemblé en plus des ouvriers de Reims Aviation 150 délégués, représentant une trentaine de sections d'entreprise, dont 3 de la CFDT. Après le meeting, le Comité d'établissement de Reims-Aviation a tenu une conférence de presse.

LA LUTTE CONTINUE

Les travailleurs poursuivent leur mouvement de quatre quart d'heures quotidien, (ils ont déjà fait subir une perte de 10 000 heures de production au patron de retard sur les

commandes), maintiennent fermement leurs revendications 150 F pour tous, réintégration de Guy Tinot. Ils appellent tous ceux qui se sentent concernés à les soutenir (motion, délégation, popularisation etc...). C'est vers l'unité la plus

large autour des ouvriers de Reims-Aviation en lutte qu'il faut maintenant s'engager, jusqu'à la victoire sur les revendications et la réintégration du camarade.

Corr. REIMS

Communiqué du PCR ml et du PCML

Le PCR ml et le PCML apportent leur soutien militant à tous ceux qui luttent contre le licenciement du camarade délégué CGT de Reims - Aviation, et en particulier aux travailleurs de Reims - Aviation qui se montrent résolus dans la lutte pour leurs revendications et la réintégration de leur camarade par leur débrayage quotidien. En licenciant un délégué CGT le patron de Reims - Aviation démontre une nouvelle fois la volonté d'ensemble du patronat et du gouvernement de mettre au pas les syndicats et de faire obstacle à la volonté de lutte des travailleurs contre les effets de la crise. C'est contre une nouvelle attaque contre les libertés syndicales acquises par tous les travailleurs qu'il nous faut riposter le plus largement possible en soutenant les travailleurs de Reims - Aviation. Toute la classe ouvrière est concernée et c'est en renforçant la solidarité la plus large, déjà engagée, que les travailleurs de Reims - Aviation remporteront la victoire.

PCR ml et PCML

CHINE

Le «socialisme de la pauvreté» : une conception étrangère au Parti communiste chinois

● Profitant du débat qui se déroule actuellement en Chine, nombre de commentateurs occidentaux opposent la lutte pour les «quatre modernisations» (industrie, agriculture, sciences et techniques, défense nationale) à la Révolution culturelle, à sa cible, que les quatre ont cherché à déformer. Ces commentateurs prétendent que la lutte pour la production aurait été absente des préoccupations du parti communiste chinois dans la période de la révolution culturelle, et absente des motivations de cette grande lutte politique.

Là-dessus, Alain Jacob, dans ses spéculations du *Monde*, a largement donné le ton. Beaucoup d'autres ne se sont pas privés non plus. Tels Jacqueline Dubois, qui affirmait en substance dans l'émission «L'Événement» de TF 1 : «Après la période de lutte politique de la Révolution culturelle, il s'agit maintenant de produire» ou Leclerc du *Sablon* qui écrit dans *Le Matin* : «La politique des quatre modernisations s'oppose à celle des trois différences (entre travail manuel et intellectuel, entre ville et campagne, entre industrie et agriculture) que Mao avait voulu rayer de l'histoire humaine.»

Opposer systématiquement révolution et production dans la lutte d'un peuple pour le socialisme, c'est faire preuve d'un point de vue assez singulier. Comme si construire le socialisme était une abstraction, comme s'il s'agissait de se «révolutionnariser» comme ça, dans l'abstrait, alors qu'il s'agit bien de construire une économie, une société différentes, concrètement matériellement jour après jour. La lutte politique, le débat d'idées, au sein de la société socialiste, concernent donc forcément, et dans le détail, cette édification du socialisme. D'autre part, la poursuite de la production, de l'effort pour l'améliorer alors même que le débat politique peut être intense, est un enjeu important. En effet, pourrait-on révolutionnariser la société, en négligeant voir, en sapant sa base matérielle ?

Dans le cas de la Chine, l'urgence de faire avancer l'édification des bases matérielles du socialisme est particulièrement manifeste. Dans ce pays du Tiers Monde, qui a commencé voici seulement trente ans à s'arracher à la misère et à l'ignorance, un grand nombre de tâches sont encore accomplies à la main ou par des moyens rudimentaires. Par exemple, à l'heure actuelle, les conditions de vie et de travail du paysan chinois restent profondément différentes de cel-

les des ouvriers des grandes villes. Aujourd'hui, mécaniser l'agriculture, c'est pour la Chine, assurer un meilleur niveau de vie à tous, mais aussi consolider le socialisme en réduisant les écarts des revenus et de mode de vie entre la ville et la campagne, réduction qui conditionne le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans.

Certains donneurs de leçons, partant de la réalité des pays capitalistes industrialisés, ne sont pas loin d'estimer que l'industrialisation entraînerait forcément l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce faisant, ils «oublient» que le Parti communiste chinois n'a jamais envisagé le développement des rapports sociaux socialistes, la formation d'un homme nouveau sur la base d'une économie arriérée. Il n'a jamais été partisan d'un «socialisme de la pauvreté» où il y aurait d'autant plus d'égalité qu'on n'aurait pas grand' chose à partager. Au contraire, comme le déclare au sujet de la répartition des revenus, Chen Yong-kouei dirigeant de la célèbre brigade de production agricole de Tatchai, et élu membre du bureau politique du PCC, lors de son 9^e Congrès : «Quand on s'appuie sur la collectivité, les bonnes récoltes ne tardent pas à venir. Et quand le volume à partager est plus grand, il est plus facile de se mettre d'accord sur les mérites de chacun et de s'estimer soi-même»

Après la période qui a vu s'accomplir la socialisation de la propriété des moyens de production, dès 1956, le Parti communiste chinois, fixe clairement ce but au peuple chinois : édifier un Etat socialiste industrialisé puissant. A ce sujet Mao Tsé-toung indique dans *Renforcer l'unité du Parti* : «Notre construction fera de notre pays un grand Etat socialiste ; la Chine arriérée, méprisée et plongée dans le malheur pendant plus de cent ans changera totalement d'aspect et, par surcroît, rattrapera le plus puissant Etat capitaliste du monde, les Etats-Unis... telle est la responsabilité qui nous incombe. Vous avez une population si nombreuse, un territoire aussi vaste et des richesses naturelles aussi abondantes, et vous édifiez dit-on le socialisme, régime qualifié de supérieur ; si vous n'arrivez pas à dépasser les Etats-Unis après cinquante ou soixante ans, quelle figure ferez-vous ? Il faudrait, dans ce cas, vous expulser du globe ! C'est pourquoi dépasser les Etats-Unis n'est pas seulement une possibilité, mais une nécessité, un devoir à accomplir absolument. Sinon, la nation chinoise décevrait l'espoir que les autres nations ont mis en elle, et son apport à l'humanité serait bien mince.»

Dès le début des années 60, le peuple chinois se lance dans ce mouvement pour l'édification d'un Etat socialiste puissant, en même temps qu'il édifie des réalités sociales nouvelles et originales, comme la Commune populaire : c'est le Grand bond en Avant. C'est à partir du débat commencé dès cette époque sur le type de développement à choisir pour la Chine, sur les lois de la lutte de classes pendant la période du socialisme que va être impulsée quelques années plus tard la Révolution culturelle, qui va répercuter ce débat dans le tout le pays, pour tout le peuple. La Révolution culturelle, dans son principe, de par ses causes et sa cible, n'est pas une lutte d'idées, abstraite, qui

appartiendrait à une sphère indépendante des problèmes que les masses ont à résoudre. La lutte politique engagée, dans le cadre de la Révolution culturelle concerne l'orientation d'ensemble de la construction du socialisme, et donc l'activité quotidienne des travailleurs. C'est ainsi, par exemple que la question complexe du mode de répartition des revenus dans les communes populaires, sera l'objet de larges discussions.

«Faire la révolution et promouvoir la production» : ce mot d'ordre est notamment le titre de la «Décision du Comité central» du 8 août 1966 qui déclarait : «La grande révolution culturelle prolétarienne a pour but la révolutionnarisation de la pensée de l'homme, afin que, dans tous les domaines du travail, on puisse obtenir des résultats meilleurs quant à la quantité, la rapidité, la qualité et l'économie.» Dans sa directive du 7 mai 1966, le président Mao critiquait les conceptions erronées visant à interrompre et désorganiser la production sous prétexte de mener à bien la lutte politique. Il affirmait : «Les ouvriers se consacreront principalement à la production industrielle, tout en s'instruisant dans les domaines militaire, politique et culturel. Ils doivent également participer au mouvement d'éducation socialiste et critiquer la bourgeoisie...»

La nécessité de réaliser l'édification d'un Etat socialiste puissant est largement présente par ailleurs dans les textes du 9^e congrès du PCC, en 1969 ; elle est dès cette époque mise en relation avec le danger de guerre : «Nous devons faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail et nous préparer activement en prévision d'une guerre pour édifier de manière encore plus remarquable notre industrie et notre agriculture socialistes, accomplir mieux encore toute notre œuvre socialiste.»

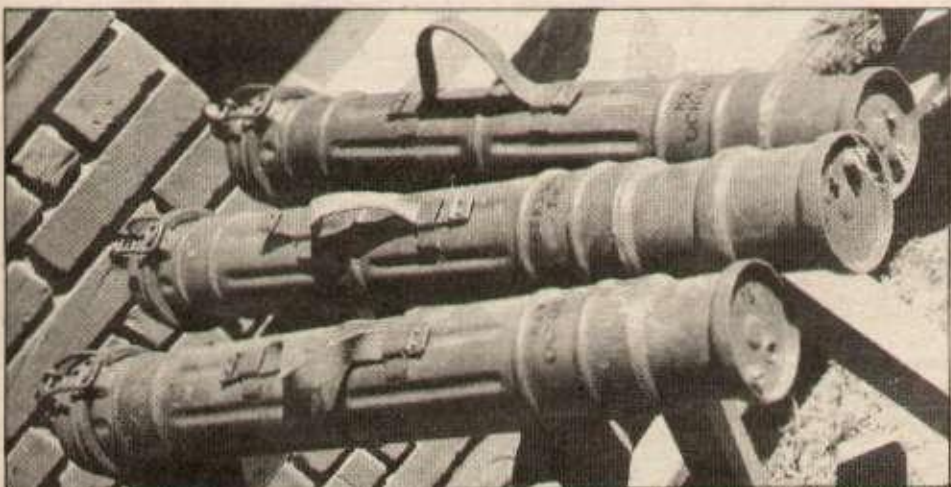
Durant la période de la Révolution culturelle, et par la suite,

les conceptions défendues par Lin Piao et la bande des Quatre, qui aboutissaient à un véritable sabotage de la production, ont assurément entraîné de graves retards dans la réalisation des objectifs d'édification du socialisme, fixés pour la période. Les travailleurs chinois, sous la direction du Parti communiste, n'en ont pas moins poursuivi, dans cette période, la lutte pour le développement de la base matérielle du socialisme. Ceci s'est manifesté par exemple dans les multiples réalisations, des milliers d'innovations techniques dans les usines, des travaux d'infrastructure et d'irrigation très importants dans les campagnes. Ceci s'est manifesté aussi dans la poursuite d'expériences d'avant-garde telles que celles de la brigade de production agricole de Tatchai et de l'exploitation pétrolière de Taking, mises en avant comme exemples à suivre dans la lutte pour les «quatre modernisations». Ces expériences qui ont vu le jour avant la Révolution culturelle, ont continué, allant de l'avant, et ont fréquemment servi de points de référence, pour la mise en œuvre effective du mot d'ordre : «Faire la révolution et promouvoir la production». Nous reviendrons prochainement sur ces expériences et leur signification.

Ainsi, cette réalité de la lutte menée en Chine sur les divers fronts, depuis trois décennies, pour édifier le socialisme, est sciemment ignoré par les commentateurs de la presse bourgeoise. Pour la plupart d'entre eux, la Chine, serait placée devant un choix dramatique : soit faire la révolution, soit développer son économie. Comme l'ont montré de récents articles d'Alain Jacob, dont celui présentant le point de vue de Bettelheim, il y a finalement, à la base d'une telle appréciation «pessimiste», la volonté de ne retenir comme image du maoïsme, que ses déformations, inscrites dans des conceptions comme celles dont les Quatre étaient porteurs.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Soutien au peuple érythréen



Portes-obus soviétiques retrouvés sur le sol érythréen

Le peuple érythréen résiste héroïquement à la nouvelle agression engagée contre lui, depuis le 18 novembre. Comme on le sait, la guerre en Erythrée connaît, depuis cette date, un tournant avec l'engagement direct, physique, sur le terrain, pour la première fois, des Soviétiques. A ce sujet, les communiqués successifs du Front populaire de libération de l'Erythrée, ont notamment indiqué : «Des officiers soviétiques pilotent des MIG 21 et MIG 23 pour larguer des bombes sur les villes érythréennes. Ce sont les Soviétiques qui se servent des armes lourdes pour bombarder nos positions et larguer des bombes au napalm et au phosphore sur les villages». Le FPLÉ souligne également : «Sur chaque front, des centaines d'experts soviétiques dirigent les batailles et tuent sur place tous les soldats éthiopiens qui tentent une retraite».

Cette intervention soviétique revêt une portée considérable puisque c'est la première fois que le social-impérialisme s'attaque aussi directement et de front à une lutte de libération nationale, dans le Tiers Monde.

Malgré l'ampleur de l'agression et des moyens que celle-ci met en œuvre, le mouvement de libération érythréen conserve le contrôle de la plus grande partie de son territoire. Sauf entre le port de Massauah et la capitale de l'Erythrée, Asmara, sur lequel les agresseurs ont concentré d'énormes moyens, les forces de libération rendent toujours impossible, pour les agresseurs, les relations terrestres entre les villes qu'ils ont réoccupées.

Cette lutte du peuple érythréen requiert tout notre soutien, un soutien politique et matériel, pour lequel il faut multiplier les initiatives.



A LIVRES OUVERTS

Des livres pour vos enfants

ALBUMS

POUR LES TOUS PETITS

Burningham - LA COUVERTURE - Flammarion - 10 F.

Couverture que l'on cherche partout car l'enfant en a besoin pour s'endormir.

Burningham - LE PLACARD - Flammarion - 10 F.

C'est amusant de vider le placard mais après il faut ranger !

Dahan - QUAND LE BERGER DORT - Hatier - 8 F.

Quand il dort il s'en passe des choses dans le troupeau.

ALBUMS POUR TOUT AGE

Avec des animaux



Lobel - 7 HISTOIRES DE SOURIS - Ecole des loisirs - 17 F (réédité en 78 à 19,50 F). 7 histoires que papa souris raconte à ses petits avant qu'ils s'endorment.



Gurney - LE ROI, LES SOURIS ET LE FROMAGE - Ecole des loisirs (coll. «Renard poche») - 11 F.

Le roi aime beaucoup le fromage, mais les souris aussi... très amusant.



Hoban - L'OURS D'ANATOLE - Ecole des Loisirs - 19,50 F (1978)

C'est amusant de revendre ses vieux jouets en solde, mais est-ce que l'on peut se séparer si facilement de son ours ?

Leaf - FERDINAND - Ecole des loisirs (coll. «Renard poche») 11 F (1978)

Ferdinand est un jeune taureau qui préfère être assis tranquillement et respirer le parfum des fleurs, plutôt que de se couvrir de gloire dans les arènes de Madrid.



Mayer - BONNE FÊTE MAMAN - Deux coqs d'or - 27 F

Un jeune hamster veut offrir quelque chose à sa mère, mais n'occasionne que des catastrophes, jusqu'à ce qu'il trouve le seul cadeau inoffensif : un baiser.



Fender - ODETTE. UN PRINTEMPS A PARIS - Ecole des loisirs - 28 F (1978)

Approche de la mort par l'intermédiaire d'un oiseau et d'un vieillard.

***Kellog - ON PEUT LE GARDER ?** - La Farandole - 22 F

Comment décider maman à prendre un chien, un chat, un faon, un ours... très drôle. Le travail de la mère à la maison l'est beaucoup moins !

Cressey - L'AURA, L'AURA PAS - Grasset-jeunesse - 25 F

Comment peuvent cohabiter une vieille dame, un chasseur de rats, et quatorze rats. Amusant.

Spier - L'ARCHE DE NOE - Ecole des Loisirs - 32 F (1978)

Album avec très peu de texte. Très belles illustrations. Tout est dans le détail.

Mayer - MON PAPA ET MOI - Deux coqs d'or - 27 F (1978)

Le même personnage qui cette fois va à la pêche avec son père. Très drôle aussi.

POUR CEUX QUI VONT A L'ECOLE

***Kantowitz - LE PREMIER SAUT** - Delarue éd. - 25 F

Ce premier saut c'est celui que l'on fait quand on va pour la première fois à l'école, ou que l'on passe à la grande école. C'est une expérience qu'il est important de faire partager à son ours. Excellent.

Despres - MA PETITE ECOLE - Le centurion jeunesse - 26 F

Tout ce que l'on fait dans une école «modèle». Sans texte.

VIE QUOTIDIENNE

***Manushin - BEBE** - Ecole des loisirs - 17,50 F



Bébé se trouve si bien dans le ventre de maman, qu'il ne veut plus en sortir. Seule la promesse d'un baiser le fera sortir. Excellent.

Quatre livres suédois aux dessins très réalistes, sans fioritures, texte simple, mais qui aborde chaque fois un problème grave pour l'enfant.

Gydal - OLIVIER DEMENAGE - Ed. O.C.D.L. - 18 F

Tous les problèmes que cela pose pour un enfant de 6 ans : quitter un univers familier, ses amis, etc...

Gydal - LES PARENTS DE NATHALIE SE SEPARENT - Ed. O.C.D.L. - 18 F

C'est dur pour un enfant de 5 ans de comprendre pourquoi ses parents vont divorcer. Mais à la fin tout s'arrange plutôt bien.

Gydal - OLIVIER A UN PETIT FRERE - Ed. O.C.D.L. - 18 F

Jalousie d'abord, mais ensuite il est amusant de jouer avec le petit frère.

Le marché des enfants est très rentable. Les éditeurs l'ont vite compris, qui ont presque tous leurs «collections» pour enfants. Ainsi, chaque année plus de 4 000 ouvrages paraissent. Il est évident que sur une telle production, on ne trouve que très peu de bonnes choses. Nous avons essayé d'éviter le piège de la «nouveau» pour présenter ce qu'il y a eu de meilleur dans les dernières années, en notant cependant quelques titres parus en 1978.

Aujourd'hui, nous vous présentons les albums : à part les trois premiers réservés aux tous petits, les autres sont pour tout âge : nous vous conseillons de les feuilleter avant de les acheter, pour constater vous-même ce qui convient le mieux à l'âge de votre enfant.

Les livres précédés d'une astérisque sont jugés par nous, excellents.

Par Hélène NOHAN

Gydal - OLIVIER VA A L'HOPITAL - Ed. O.C.D.L. - 18 F

...Pour une simple observation

Claude Lafontaine - MON BEBE - Centurion jeunesse - 27 F

Album sans texte... Quand le grand frère s'occupe du bébé.

Boubert - LE JARDIN DE GRAND-PERE - Centurion jeunesse - 27 F (1978)

A chaque saison le jardin change, le travail aussi.

POUR LES ENFANTS PAS SAGES

***Burningham - NE TE MOUILLE PAS LES PIEDS, MARCELLE** - Flammarion - 26 F

Quand la plage est semée d'interdits par les parents, on vit des tas d'aventures en imagination. Excellent.

Lystad - MARCELINE LE MONSTRE - Delarge - 25 F

Un beau jour, Marceline décide de devenir un monstre. Amusant, mais un peu difficile.

Oxenbury - COQUINS, COQUINES ET COQUINERIES. Un album (édifiant). Pour les enfants (pas) sages. Duculot - 32 F (1978)

HISTOIRES TRADITIONNELLES

Grimm - LE PÊCHEUR ET SA FEMME - Flammarion - 32 F (1978)

Merveilleusement illustré par Monika Laimgruber

Gerda - TROIS PETITS COCHONS - Flammarion (Père Castor) - 5 F

Perrault - LE PETIT CHAPERON ROUGE - Hatier - 17,90 F

L'histoire finit bien, sauf pour le loup (fin de Grimm).

Andersen - LE VILAIN PETIT CANARD - Hatier - 28 F

Reprise, avec de belles illustrations, du conte bien connu d'Andersen.

HISTOIRES QUI FONT UN PEU PEUR



Sendak - MAX ET LES MAXIMONS-TRES - Ecole des Loisirs - 28 F

Être le roi des monstres c'est bien, surtout quand on peut rentrer le soir chez soi.

Michels - XANDI ET LE MONSTRE - Casterman - 24 F.

Un monstre, ça fait peur, jusqu'à ce que...

Bichonnier - BOUCLE D'OR ET LES 3 OURS - Delarge - 29,95 F
Version moderne aux belles images.

DESSINS D'HUMOUR

pour les plus grands

Mordillo - CRAZY, CRAZY - Lattès - 25 F
Les aventures d'un petit homme dans une étrange forêt vierge.

Mordillo - LE GALION - Delarge - 25 F
Un galion, des pirates, un trésor, un dragon et beaucoup d'humour.

Massonat - LE PETIT HOMME DEPRIME - Ed. Garnier - 25 F

Un homme déprimé poursuivi par un dragon qui n'arrive jamais à l'attraper et qui, au moment où il dit : «Aujourd'hui, pour moi, tout va changer», se transforme... en dragon ! Irrésistible.

Loup - PATATRAC - Hachette - 24 F
Une avalanche de catastrophes burlesques.

Giovanetti - MAX - Ecole des Loisirs - 30 F

Il lui en arrive des aventures !!!



Extrait de «Max»

Pour l'emploi dans la Loire DES MANIFESTATIONS D'UNE AMPLEUR RAREMENT ATTEINTE

● La journée «La Loire veut vivre» a vu une mobilisation rarement égalée dans le département (plus que le 7 octobre 1976 en tout cas). Certes la combativité était inégale, plus forte dans les Métaux que dans la Fonction publique ou la Santé par exemple, mais dans plusieurs cortèges elle a été à son comble et témoignait de la colère

Rarement un chiffre de plus de 30 000 manifestants dans le département a été rassemblé sur une simple journée d'action. Mais il faut dire que le 14 décembre n'a pas été tout à fait comme les autres journées d'action intersyndicales ! Le thème rassembleur et brûlant de l'emploi a fait converger plus d'un effort, plus d'une volonté de lutte... Quelques chiffres en témoignent : près de 4 000 manifestants dans l'Ondaine, 3 500 à Roanne, près de 7 000 dans la Gier et plus de 10 000 à St Etienne... Et surtout, à St Etienne, dans certains secteurs la combativité se lisait plus encore sur les visages que sur les banderoles. Les slogans changeaient de l'ordinaire et n'avaient guère été jusque là dans le répertoire syndical. Et «ce n'est qu'un début, continuons le combat», pour la première fois depuis bien longtemps retentissait dans la grande rue de St Etienne. Les

mots d'ordre justes que la CFDT, lors de son Congrès régional récent, avait lancés à la manifestation du 5 décembre pour Manufrance, avaient fait leur chemin : ceux pour les intérimaires, les hors-statuts et les auxiliaires mais surtout celui qui met les choses au point sur Manufrance : «Quand tu disais Gadot Clet que ça changerait, nous on savait Gadot Clet que c'était pas vrai...». Pour une fois des militants CGT, y compris dans le cortège Manufrance mais aussi le cortège dynamique des jeunes des MJC le reprenaient. Certaines sections syndicales lançaient même, un vigoureux «Gadot, salaud, le peuple aura ta peau», repris par des gars de Manufrance. Cette fois-ci, vraiment, le vase déborde ! Ces propositions et le bon accueil fait au bulletin du PCR ml dans la manifestation, en sont, entre autres, le signe.

Mais le poids du PCF était lourd encore, dans les

profonde des travailleurs de ce département où l'emploi se meurt. Mais au soir de cette journée de protestation contre le chômage, beaucoup s'interrogeaient déjà : comment ne pas voir retomber la mobilisation ? Désormais, la question principale c'est : 14 décembre : point final ? point de départ pour l'action ?

cortèges, notamment PTT et Cheminots, où les badges CGT et PCF ne se démélaient guère, chez les métallos aussi, mais surtout avec l'apparition de plusieurs sections du PCF en tant que telles. Sanguedolce s'est même payé un moment le luxe de défilier en tête du cortège Manufrance au côté de Jacques Monatte, le responsable CGT. Le PS et le PSU étaient quant à eux représentés par des cortèges plus modestes. Le tout dans un ensemble où la présence CGT dominait nettement celle de la CFDT. Un petit cortège dynamique de la Confédération Syndicale du Cadre de vie lançait des mots d'ordre d'unité populaire avec un certain écho. Les coups de barre contre la Sécurité sociale ont été eux aussi largement dénoncés, tandis que la suite à donner au 14 et l'appréciation de l'action municipale du PC et du PS suscitaient, de groupe en grou-

pe, pas mal de discussions !

Après la brève allocution de dispersion et l'annonce d'une lettre ouverte de 33 organisations de masse et de partis de gauche au Président de la République, pour demander une audience, sur «les légitimes préoccupations des travailleurs de la Loire et de leur famille», le débat restait entier... Beaucoup de travailleurs, un peu désorientés par l'ampleur du combat à mener pour l'emploi dans la Loire, se donnaient rendez-vous à l'entreprise, au syndicat, pour la suite à donner. «On ne peut pas en rester là ! Plus de 10 000 personnes et rien après, ça non ! Les métallos en ont assez bavé comme ça. Il faut voir comment on va tenir la pression et pas se laisser plumer boîte par boîte». C'est ainsi que concluait à sa façon un délégué CGT des métaux de St Etienne.

Corr. St Etienne

Belgique : les licenciements dans la sidérurgie et les problèmes linguistiques au centre des élections

Les électeurs belges iront dimanche prochain aux urnes pour élire les membres de la Chambre des représentants et du Sénat. Ces élections font suite à la dissolution des deux chambres survenue en novembre dernier. Les députés qui seront élus devront s'attaquer à la révision de la Constitution et mettre sur pied un système fédéral afin de poursuivre la régionalisation. L'ancienne majorité composée des sociaux-chrétiens et socialistes des deux communautés, Volksunie et Front Démocratique des Franco-

phones, s'est divisée avant de parvenir à mettre en place la réforme régionale. Flamands et Wallons se rejettent mutuellement les causes de l'échec.

Le parti social-chrétien qui, l'an dernier, avait obtenu 44 % des voix en Flandre, pourrait atteindre cette fois-ci la majorité.

Cette formation a rogné sur le courant nationaliste flamand de la Volksunie. En Wallonie, le PS a été contraint de durcir ses positions pour garder son audience dans la classe ouvrière durement touchée par la crise de la sidérur-

gie. Liège et Charleroi ont été les villes les plus touchées par le plan de restructuration gouvernemental qui prévoit la suppression de 6 000 emplois sur un total de 46 000 emplois (le PS a d'ailleurs trempé dans ce plan de licenciements, de par sa présence au gouvernement). La social-démocratie reste influente dans la classe ouvrière belge où l'influence du révisionnisme est très faible, le PCB voyant son audience diminuer régulièrement, depuis la seconde guerre mondiale ses effectifs sont passés

de 100 000 à 5 000 militants. Le PCB est profondément divisé sur la tactique à suivre, il a abandonné sa tactique «d'unité populaire» avec d'autres formations de gauche, sauf de rares initiatives locales. Les révolutionnaires seront présents à ces élections, l'organisation marxiste-léniniste Amada Tout le pouvoir aux travailleurs présente ses candidats sur une liste d'unité des ouvriers pour l'emploi et la liberté.

F.R.

L'ETHIOPIE BOMBARDE LA SOMALIE

L'ambassadeur de Somalie à Paris a déclaré que les forces éthiopiennes ont bombardé le 12 décembre plusieurs villes et villages du nord de la Somalie.

ANGOLA : CINQ AUTRES MINISTRES DESTITUÉS

Après la destitution samedi du premier ministre Lopo do Nascimento, le président Neto a démis cinq autres ministres par décret en date du 11

décembre. Cette mesure concerne le ministre et le vice-ministre du commerce extérieur, le ministre de l'habitation et de la construction, ainsi que deux autres vice-ministres.

«L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN» SELON KOSSYGUINE

Kossyguine s'est entretenu lundi au Kremlin avec Saddam Hussein, vice-président irakien, en visite officielle en URSS, sur les perspectives de développement de la coopération politique, économique et scienti-

fique entre les deux pays. Le président du Conseil des ministres soviétiques fait peu de cas des 21 militaires fusillés en juillet dernier pour leur appartenance au PC irakien : «L'amitié soviéto-irakienne n'est pas tributaire de fluctuations ponctuelles» a-t-il déclaré.

NÉGOCIATIONS USA-URSS

«Si les Soviétiques y sont prêts, nous pourrions signer un accord sans délai» a déclaré Carter dans une conférence de presse à propos de SALT. Il a cité les progrès substan-

tiels qui auraient été accomplis dans la négociation sans indiquer en quoi ils consistaient.

Par ailleurs, à propos de la prochaine réunion de l'OPEP, Carter a déclaré que les USA étaient intervenus auprès des pays membres pour que la hausse soit limitée.

CONGRES MRG

Les radicaux de gauche définiront leur position sur l'Europe — faut-il ou non présenter une liste homogène ? — à l'occasion d'un congrès extraordinaire qui se tiendra du 19 au 21 janvier à Toulouse.

● Ouverture de la Conférence de l'OPEP le 16 décembre

A la veille de l'ouverture à Abou Dhabi de la conférence de l'OPEP, il semble que les pays exportateurs de pétrole s'accorderont sur une augmentation d'environ 10 %, étalés sur l'ensemble de l'année 1979. Le ministre irakien du pétrole a indiqué que tous les membres de l'organisation sont d'accord sur le principe d'une augmentation des prix du brut de façon à compenser le double effet de l'inflation mondiale : les prix des produits manufacturés importés par les pays de l'OPEP croissent, tandis que la valeur du dollar conduit à une baisse de son pouvoir d'achat. La baisse de la monnaie américaine et ses conséquences sur les revenus du pétrole amèneront la réunion à discuter de la mise au point d'une formule pour évaluer les prix du brut autrement que sur la base du dollar. D'après certaines informations, l'Arabie Saoudite qui, jusqu'à maintenant, s'était opposée à une hausse du prix du pétrole, se serait ralliée à l'augmentation.

● BNP Montreuil : le travail a repris

Le travail a repris au centre administratif de la BNP à Montreuil, après certains engagements de la direction sur les volants, les coefficients, les polyvalences, l'examen des blâmes, le paiement de 11 jours de grève sur les 28. Jeudi et vendredi, des débrayages d'une demi-heure ont eu lieu, dans le cadre de l'action lancée par les fédérations CGT et CFDT des Banques pour la semaine de 35 heures.

● Maroc : grève de la faim des prisonniers politiques

Tous les prisonniers politiques marocains ont entamé une grève de la faim dans le cadre d'une commémoration de l'assassinat des grands martyrs du peuple marocain, Abdellatif Zeroual, Saïda Mnebbi, Omar Ben Jelloun, annonce l'UNEM.

Ils réclament également l'obtention du statut de prisonnier politique, la fin de l'isolement d'Abraham Serfaty, et des deux militants Okacha et Ftouh... Pour sa part l'UNEM appelle à envoyer des télégrammes de protestation au cabinet royal et au ministère de la justice à Rabat pour exiger le respect des revendications légitimes des prisonniers politiques.

Communiqué de l'UNEM

Communiqué

Gabriel Crespo a reçu son refus de séjour jeudi à 9 h 45. Il doit avoir quitté le territoire français le 20 décembre. Motif invoqué : «personne indésirable en France».

Le comité de Solidarité Français-Immigrés appelle à un

RASSEMBLEMENT Samedi 16 décembre à 15 heures Place Clémenceau — Pau

soutenu par l'UL-CGT, la section CFDT du centre hospitalier spécialisé, Le PCR ml, Le comité Larzac, Le Comité des franciscains de Pau, le Comité de soutien aux objecteurs de consciences, l'ORT, le Syndicat unitaire, les CCA, Béarn — Ecologie

Rectificatif

Une coquille a rendu illisible la «Déclaration du PCR ml et du PCML sur le Vietnam» en bas de la 2^e colonne. Il fallait lire : «Le Vietnam fait désormais partie du COMECON. Au nom de la «division internationale du travail», chère à Moscou, le Vietnam qui a besoin de céréales pour nourrir son peuple, est contraint de produire du thé, du cacao, du café, qui sont exportés en URSS en échange de vieilles machines et surtout d'armements modernes».